

Cet avis sur le site TED: <http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:345896-2015:TEXT:FR:HTML>

**France-Paris: Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
2015/S 191-345896**

Avis de marché

Services

Directive 2004/18/CE

Section I: Pouvoir adjudicateur

I.1) Nom, adresses et point(s) de contact

Banque de France
57210489100013
08-1197 DA SAIM
À l'attention de: Madame Fanny Garcia
75049 Paris Cedex 01
FRANCE
Téléphone: +33 142922178
E-mail: achats-immo@banque-france.fr
Fax: +33 142925397

Adresse(s) internet:

Adresse générale du pouvoir adjudicateur: www.banque-france.fr
Adresse du profil d'acheteur: <https://banque-france.achatpublic.com>
Accès électronique à l'information: <https://banque-france.achatpublic.com>
Soumission des offres et des demandes de participation par voie électronique: <https://banque-france.achatpublic.com>

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues: auprès du ou des points de contact susmentionnés

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris les documents relatifs à un dialogue compétitif et à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus: auprès du ou des points de contact susmentionnés

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées:

Banque de France
57210489100013
39 rue Croix des Petits Champs
Paris Cedex 01
FRANCE
Adresse internet: <https://banque-france.achatpublic.com>

I.2) Type de pouvoir adjudicateur

Organisme de droit public

I.3) Activité principale

Autre: Activités de banque centrale de la république française. Voir code monétaire et financier (article L141-1 et suivants)

I.4) Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: non

Section II: Objet du marché

II.1) Description

II.1.1) Intitulé attribué au contrat par le pouvoir adjudicateur:

Marché de maîtrise d'œuvre pour le regroupement des activités de la banque de France à Poitiers sur le site des Hauts de Montgorges.

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution, de livraison ou de prestation

Services

Catégorie de services n° 12: Services d'architecture; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services d'essais et d'analyses techniques

Lieu principal d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation des services: rue Caroline Aigle

86000 Poitiers.

Code NUTS FR53

II.1.3) Information sur le marché public, l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

L'avis concerne un marché public

II.1.4) Information sur l'accord-cadre

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions

Le marché concerne les prestations de maîtrise d'œuvre pour le regroupement des activités de la Banque de France (centre administratif et succursale) à Poitiers sur le site des « Hauts de Montgorges ».

L'objectif de l'opération est d'accueillir sur le site des « Hauts de Montgorges », dans des conditions favorables et durables, l'ensemble des services et des entités du centre administratif et de la succursale de Poitiers.

Situé dans une zone d'activités, face à l'aéroport de Poitiers et à proximité directe de la rocade (D910), le site d'accueil est composé de deux bâtiments de bureaux et d'un bâtiment mixte bureaux/restaurant (capacité d'environ 300 repas par jour).

La surface totale SHON est de 9 185 m² (7 722 m² de surface utile brute). L'ensemble est édifié sur un terrain de 18 178 m² entièrement clôturé et sécurisé.

Les trois bâtiments du site d'accueil ont été construits en 2011 selon deux procédés:

— bâtiments S (bâtiment principal) et bâtiment A à structure primaire poteaux-planchers en béton et façades rapportées en ossature bois,

— bâtiment E: assemblage de modules « Sylvabox ».

L'implantation sur le site d'accueil et l'utilisation de ses bâtiments doivent être optimisées afin de répondre à la totalité des besoins des agents de la succursale, des services du centre administratif et des services sociaux.

L'opération comprend:

— les travaux d'aménagement des bureaux dans chacun des bâtiments (cloisonnement — décroisonnement et travaux induits),

— l'adaptation technique des installations aux besoins de la Banque de France,

— la création d'un ERP de 5ème catégorie pour l'accueil du public dans le bâtiment E et l'aménagement des espaces extérieurs en conséquence,

— l'adaptation mineure du restaurant d'entreprise,

— la création d'une infirmerie, de vestiaires et d'un atelier de maintenance au rez-de-chaussée du bâtiment S.

La mission de maîtrise d'œuvre est constituée d'une mission de base dédiée à la réhabilitation de bâtiments, au sens de la loi n° 85 704 sur la maîtrise d'ouvrage publique, du décret n° 93-1268 du 29.11.1993 (article 15-II) et de l'arrêté du 21.12.1993 (annexes II); le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe II de l'arrêté du 21.12.1993. Cette mission est constituée des éléments de mission suivants:

La mission de base est ainsi constituée:

APS Avant-Projet Sommaire.

APD Avant-Projet Définitif y compris Autorisations Administratives.

PRO Projet.

ACT Assistance à la passation des contrats de travaux.

VISA Visa des études d'exécution des entreprises.

DET Direction de l'exécution des contrats de travaux.

AOR Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Elle est par ailleurs complétée des éléments suivants:

Mission de coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI).

Mission de Synthèse des études d'exécution architecturale, technique (SYN).

Mission de définition et de choix des équipements mobiliers (MOB).

Le délai d'exécution du marché visé au II.3 du présent avis (31 mois) s'entend à compter de la notification du marché et comprend un délai prévisionnel de réception (de la notification du marché à la réception) de 19 mois, auquel s'ajoute le délai légal de garantie de parfait achèvement. Ce délai n'a pas valeur contractuelle.

Le délai contractuel total d'exécution du marché sera définitivement déterminé après attribution du présent marché: il comprendra le délai contractuel de réception (de la notification du marché à la réception) qui sera fixé dans l'offre de l'attributaire du présent marché auquel s'ajoutera le délai légal de garantie de parfait achèvement.

II.1.6) Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

71000000

II.1.7) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

II.1.8) Lots

Division en lots: non

II.1.9) Variantes

Des variantes seront prises en considération: non

II.2) Quantité ou étendue du marché

II.2.1) Quantité ou étendue globale:

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux est fixée à 2 400 000 EUR HT en valeur exprimée au mois de septembre 2015.

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra présenter des compétences étendues, notamment en:

Études techniques de la construction, y compris CVC, courant fort, courant faible.

Architecture.

Économie de la construction.

Direction de travaux.

Expertise bâtiment tertiaire.

Coordination SSI.

Mobilier.

II.2.2) Information sur les options

Options: non

II.2.3) **Reconduction**

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction: non

II.3) **Durée du marché ou délai d'exécution des travaux**

Durée en mois: 31 (à compter de la date d'attribution du marché)

Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) **Conditions relatives au contrat**

III.1.1) **Cautionnement et garanties exigés:**

III.1.2) **Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent:**

Financement sur ressources propres, facturation mensuelle, monnaie: euro, virement à 45 jours à réception du projet de décompte (acomptes) ou du caractère définitif du solde.

III.1.3) **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché:**

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement pourra être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement devra être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

III.1.4) **Autres conditions particulières**

L'exécution du marché est soumise à des conditions particulières: non

III.2) **Conditions de participation**

III.2.1) **Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Si le candidat fait valoir les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique des liens existants avec eux: groupement, sous-traitance, filiale ou autre) en application de l'article 17 du décret n° 2005-1742 du 30.12.2005 modifié, il fournit l'ensemble des documents exigés dans la rubrique III.2 du présent avis pour chaque opérateur (y compris pour les membres d'un groupement) et justifie qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Les attestations relatives aux capacités juridiques énoncées ci-dessous, ainsi que les capacités économiques, financières et techniques peuvent être regroupées sur un seul document dont un modèle intitulé « déclaration du candidat » peut être téléchargé sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse: <https://banque-france.achatpublic.com> dans la rubrique « PIÈCES DE MARCHÉ ».

A l'appui de sa candidature, le candidat individuel ou chaque membre du groupement doit fournir un dossier administratif comportant:

I. Une attestation sur l'honneur dûment datée et signée:

1. Qu'il n'a pas fait l'objet depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13; 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12; 421-1 à 421-2-3, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le second alinéa de l'article 433-2, par le huitième alinéa de l'article 434-9, par le second alinéa de l'article 434-9-1, par les articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, par l'article 441-9, 445-1, par l'article 450-1 du Code Pénal; par l'article 1741 du code général des impôts; et par les articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne;

— de ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal.

2. Qu'il n'a pas fait l'objet depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 1146-1, L. 8221-1, L. 8221-3 et 8221-5, L. 8251-1, L. 8231-1, L.8241-1 et L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne;

— pour les contrats administratifs, de ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail.

3. Qu'il n'a pas fait l'objet d'une liquidation judiciaire au sens de l'article L. 640-1 du code de commerce ou d'une faillite personnelle pour les personnes physiques, au sens de l'article L. 653-1 à 653-8 du même code, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

4. Qu'il a souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou et a acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ou s'est acquitté spontanément de ses impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou a constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement.

5. Qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché s'il a fait l'objet d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire au sens des articles L. 620-1 et L. 631-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

6. Qu'il a mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L.2242-5 du code du travail, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, ou, à défaut, réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de soumission.

II. Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager les candidats.

III. La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ou sauvegarde.

Pour la fourniture des documents ou renseignements demandés ci-dessus, le candidat peut valablement produire les pièces ou informations équivalentes dans l'État dans lequel il est établi.

III.2.2) **Capacité économique et financière**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré:

— déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT des 3 derniers exercices disponibles (filiale France s'il y a lieu);

— attestation d'assurance couvrant les risques professionnels,

— présentation des bilans ou des extraits de bilan des 3 derniers exercices disponibles (filiale France s'il y a lieu); en cas de groupement, ces documents sont à remettre uniquement par le mandataire.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s): Critères éliminatoires:

Le chiffre d'affaires global le plus élevé de l'exercice N ou N-1 ne doit pas être inférieur à 100 KEUR.

Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaire retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera celui du seul mandataire du groupement.

et

Le résultat net ne doit pas être inférieur à 0 sur 3 exercices consécutifs.

et

Le ratio capitaux propres / capital social ne doit pas être inférieur à 0,5 sur 3 exercices consécutifs (cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation).

Il est précisé qu'en cas de groupement, ces critères devront être respectés par le seul mandataire du groupement.

III.2.3) **Capacité technique**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

Les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré:

Présentation des principaux marchés de services effectués au cours des 3 dernières années, en rapport avec l'objet du marché indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ils sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

À cet effet, ces références seront, de préférence, illustrées en remplissant le modèle de fiche qui est téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation des marchés de la Banque de France à l'adresse suivante:

<https://banque-france.achatpublic.com>.

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels pour chacune des 3 dernières années avec répartition des effectifs par compétence.

Indication des titres d'études et professionnels des responsables de prestations de services.

Certificats de qualifications professionnelles. Il est précisé que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s):

En cas de groupement, et compte tenu de l'importance des aspects techniques du projet, le mandataire sera obligatoirement une entreprise d'ingénierie et d'études techniques (selon définition de la Nomenclature d'Activités Française).

III.2.4) Informations sur les marchés réservés

III.3) Conditions propres aux marchés de services

III.3.1) Information relative à la profession

La prestation est réservée à une profession particulière : oui

références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables: La loi française n° 77-2 du 3.1.1977 sur l'architecture, et ses décrets d'application, prévoit l'obligation de recourir aux services d'un architecte sans préjudice du recours à d'autres personnes participant à la conception.

III.3.2) Membres du personnel responsables de l'exécution du service

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation: oui

Section IV: Procédure

IV.1) Type de procédure

IV.1.1) Type de procédure

Restreinte

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer

Nombre d'opérateurs envisagé: 5

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats: Si le nombre des candidats, dont le dossier est recevable au regard des exigences posées en III-2 est supérieur à 5, les candidats seront sélectionnés en fonction de leur capacité technique, appréciée sur la base des documents visés au point III.2.3 en application de la pondération suivante :

1) Appréciation des certificats de qualifications professionnelles: 45 %.

2) Appréciation des références: 40 %.

3) Appréciation des effectifs: 15 % En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.

- IV.1.3) **Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue**
- IV.2) **Critères d'attribution**
- IV.2.1) **Critères d'attribution**
Offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères suivants des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif
- IV.2.2) **Enchère électronique**
Une enchère électronique sera effectuée: non
- IV.3) **Renseignements d'ordre administratif**
- IV.3.1) **Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur:**
BDF2015034
- IV.3.2) **Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché**
non
- IV.3.3) **Conditions d'obtention du cahier des charges et de documents complémentaires ou du document descriptif**
Documents payants: non
- IV.3.4) **Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**
29.10.2015 - 15:00
- IV.3.5) **Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**
- IV.3.6) **Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation**
français.
- IV.3.7) **Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**
- IV.3.8) **Modalités d'ouverture des offres**

Section VI: Renseignements complémentaires

- VI.1) **Renouvellement**
Il s'agit d'un marché renouvelable: non
- VI.2) **Information sur les fonds de l'Union européenne**
Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne: non
- VI.3) **Informations complémentaires**
Les candidats peuvent présenter une candidature soit individuellement, soit en qualité de membre d'un groupement. Ils ne peuvent donc ni cumuler les deux ni être mandataire de plusieurs groupements. Si tel est le cas, les candidatures concernées seraient déclarées irrecevables. En revanche, il est précisé qu'un cotraitant peut se présenter en tant que membre de plusieurs groupements.
En revanche, il est précisé qu'un cotraitant peut se présenter en tant que membre de plusieurs groupements.
Les candidats sont autorisés à transmettre leur candidature par voie électronique via le site: <https://banque-france.achatpublic.com>.
Attention: il est rappelé aux candidats que lors du téléchargement du dossier de candidature sur la plateforme, ils ne sont plus obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne seront pas avertis par la plateforme des éventuelles modifications ou correctifs opérés dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne recevront pas les réponses aux questions posées.
En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant la plateforme, la hotline est joignable aux coordonnées suivantes:
E-mail: support@achatpublic.com

Tél: 0 892232120

(Pour les pays étrangers + 33 148075342)

En cas de remise sur la plateforme de dématérialisation:

La candidature doit alors être déposée dans la rubrique « REpondre A LA CONSULTATION ».

Le téléchargement de la candidature doit être impérativement terminé au plus tard aux date et heure limites indiquées au point IV.3.4) du présent avis de marché, sous peine de rejet par le système informatique. Il est donc conseillé de débiter le téléchargement du pli suffisamment à l'avance. Le dépôt du pli sur la plate-forme génère automatiquement un accusé de réception par courrier électronique.

Chaque fichier composant le dossier de candidature devra être inférieur à 40 Mo, en cas de taille supérieure, il devra être découpé.

Les documents remis sur la plateforme devront chacun être signés électroniquement au moyen d'un certificat établi au nom de la personne physique habilitée à engager la société. En cas de remise réalisée par une autre personne, la personne habilitée à engager la société peut utiliser le parapheur disponible sur le site de la plateforme (rubrique outils/outil de vérification/Gestion de parapheurs — le manuel associé est dans la documentation) pour signer électroniquement les documents.

Les formats électroniques dans lesquels pourront être transmis les documents du pli de candidature (déclaration du candidat) sont les suivants: Word ou PDF signés. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) sont autorisés (niveaux **et *** RGS) sur la plateforme.

Attention: depuis le 19.5.2013, les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés par la plateforme. Les certificats de signature électronique doivent:

- 1) Soit être conformes à l'une des catégories de certificats constitutifs d'un produit de sécurité figurant sur la liste des produits de sécurité accessible sur le site www.references.modernisation.gouv.fr
- 2) Soit être délivrés par une autorité de certification européenne mentionnée sur la Trust-service Status List: <http://euts1.3xasecurity.com/tools/>,
- 3) Soit être délivrés par une autorité de certification, française ou étrangère, et répondre à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

La demande de certificat de signature doit être anticipée le plus tôt possible.

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Le candidat transmet, avec le document signé, le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Le mode d'emploi contient, a minima, dans tous les cas, la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

Le candidat qui utilise l'outil de signature proposé par la plateforme de dématérialisation des marchés de la Banque de France, est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

Lorsque le candidat utilise l'outil de signature mentionné au 3 ci-dessus, le mode d'emploi doit également contenir l'adresse du site Internet du référencement du candidat par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat de signature, qui comportent au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est au format: XAdES, CAdES ou PAdES.

Si le candidat souhaite vérifier la signature d'un document, il peut utiliser l'outil de vérification de signature fourni par la plate-forme dans la rubrique « outils ».

La signature d'un fichier compressé (Zip), ou d'un fichier comportant plusieurs documents, ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Si la signature électronique est apposée au moyen d'un parapheur électronique, chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

Les candidatures transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur ne font pas l'objet d'une réparation.

Une copie de sauvegarde, en cas de transmission électronique, pourra être envoyée par les candidats dans les conditions définies par l'arrêté du 14.12.2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics. La copie de sauvegarde pouvant être transmise soit sur support physique électronique soit sur support papier doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ». Cette copie de sauvegarde devant parvenir, à l'une des 2 adresses ci-dessous, dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Les candidats peuvent cependant choisir d'envoyer ou de déposer leur pli sous forme papier dans les conditions indiquées ci-dessous.

En cas de remise papier:

En cas de remise sous forme papier, le candidat devra fournir 1 Clé USB (ou CD) contenant l'ensemble des documents énoncés à l'article III.2 Conditions de participation.

Les pièces constitutives du dossier à remettre par chaque candidat seront présentées sous une enveloppe fermée qui portera exclusivement et impérativement les mentions suivantes:

1) Banque de France

À l'attention de M. Nicolas Neveu et de Mme. Laurence Hen

« Candidature pour le marché de maîtrise d'œuvre — regroupement des activités de la Banque de France à Poitiers »

08-1199 Scquapa

75049 Paris Cedex 01 France

2) Le cachet du candidat (en cas de groupement d'entreprises: cachet du mandataire ou à défaut de l'ensemble des entreprises constituant le groupement)

3) La mention: « Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis »

Les plis contenant les candidatures peuvent être soit adressés par voie postale, de préférence par lettre recommandée avec avis de réception, soit déposés au guichet d'accueil du public au 22 rue du colonel Driant — 75001, Paris, seul guichet habilité à délivrer un récépissé (horaires de dépôt: les jours ouvrés de 8:30 à 15:30)

Dans ce cas, le candidat devra tenir compte des délais nécessaires pour franchir les sas de sécurité de la Banque de France.

Les plis devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, impérativement avant les date et heure limites indiquées au IV.3.4, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure d'arrivée.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Aucune candidature ne devra parvenir par messagerie électronique.

Quel que soit leur mode de transmission, les plis qui parviendront sous enveloppe non fermée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur expéditeur.

Autres précisions.

Le candidat peut demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au cours de l'établissement de sa candidature, en respectant les règles suivantes:

Les candidats peuvent transmettre leurs questions jusqu'au 26.10.2015 — 15:00. Toute question posée après cette date ne sera pas prise en compte.

Les demandes de renseignements ou les questions sont posées via la plateforme, exclusivement auprès du rapporteur désigné au point I.1; toute question posée par mail ou par courrier est dupliquée sur la plateforme de dématérialisation (rubrique « questions/réponses »), sur laquelle figure également la réponse qui lui est apportée. Nous vous rappelons que le contenu des questions et des pièces jointes ne doivent pas faire mention du nom de votre entreprise.

Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces du présent avis. À défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de sélection posées par le présent avis au titre des candidatures.

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
FRANCE
E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr
Téléphone: +33 144594400
Adresse internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr>
Fax: +33 144594400

VI.4.2) Introduction des recours

Précisions concernant les délais d'introduction des recours: Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative, pouvant être exercé jusqu'à la signature du marché.

Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours

VI.5) Date d'envoi du présent avis:

28.9.2015